

Nous voulons des communes au service de toutes et tous !

2 MILLIONS D'AGENT-ES TERRITORIAUX VOTENT AUSSI

Les collectivités territoriales emploient près de **2 millions d'agent-es publics**. Chaque jour, ils et elles assurent des missions essentielles : l'accueil dans les écoles et les crèches, l'action sociale, les transports publics, l'entretien des équipements, la culture ou le sport. Pourtant, un quart des agent-es sont désormais contractuel·les et donc précaires.

La qualité des services publics dépend directement de leurs conditions de travail et des moyens qui leur sont accordés pour accomplir leurs missions.

Respecter leur travail et leur engagement professionnel, c'est garantir à toute la population des services publics accessibles et de qualité, et ça, ça ne rentre pas dans des tableaux excel !

Les élections municipales auront lieu les 15 et 22 mars prochains, et permettront d'élire les conseiller·es municipaux pour six ans. C'est une échéance très importante pour le quotidien des travailleuses et des travailleurs du fait des prérogatives des communes et des intercommunalités : éducation maternelle et primaire, petite enfance, culture, sport, logement, aménagement du territoire, action sociale...

La commune est le premier échelon de la République. C'est celui de la proximité et de la solidarité. Pourtant, depuis des années, les collectivités territoriales ont été fragilisées par des réformes fiscales et par des politiques d'austérité qui ont réduit leurs moyens d'action.

Quand les communes disposent de moins de moyens, ce sont les services publics qui reculent, les inégalités territoriales qui se creusent et les conditions de travail des agent-es publics qui se dégradent.

Les élections municipales offrent l'occasion de remettre au cœur du débat la question des services publics locaux et de l'égalité entre les territoires.

La CGT interpelle les candidat·es et invite les électrices et électeurs à regarder les programmes :

Quels engagements sont pris pour renforcer les services publics et améliorer la vie quotidienne dans nos communes ?

10 priorités CGT pour répondre aux besoins de proximité

1

Sécuriser celles et ceux qui font les services publics.

En assurant des effectifs suffisants, en titularisant les agent-es et en limitant le recours aux contrats précaires. Cela implique aussi de refuser les logiques de privatisation et d'investir dans la formation et l'amélioration des conditions de travail.



6

Garantir l'accès de toutes et tous à l'éducation, à la culture et aux services sociaux.

L'école publique doit rester une priorité et bénéficier de moyens suffisants. Les collectivités doivent soutenir les associations d'éducation populaire et renforcer les moyens accordés aux personnels qui travaillent dans les écoles.



2

Améliorer l'accès aux soins en proximité en développant des centres municipaux de santé et en défendant les hôpitaux publics de leur territoire.



7

Soutenir la culture et la vie associative.

Les municipalités doivent préserver les budgets qui leur sont consacrés et soutenir la création artistique ainsi que l'accès de toutes et tous aux pratiques culturelles et sportives.



3

Agir pour l'accès au logement.

Face à la crise actuelle, les communes doivent respecter leurs obligations en matière de logement social et mobiliser les logements vacants. Elles doivent également réguler le développement des locations touristiques et engager des politiques ambitieuses de rénovation énergétique.



8

Développer un service public de la petite enfance et les dispositifs d'accompagnement des personnes âgées.

L'accès aux crèches publiques et aux services d'aide à domicile doit être garanti à l'ensemble de la population. Le privé lucratif ne doit pas être subventionné.



4

Faire de l'eau un bien commun :

Pour la CGT, l'eau doit rester un bien commun et un service public accessible à toutes et tous. Les collectivités doivent garantir une gestion transparente, mettre en place des tarifications sociales et réduire les inégalités de prix entre communes.



9

Utiliser le levier de la commande publique pour l'emploi et l'économie locale.

Les collectivités doivent l'utiliser pour soutenir des activités respectueuses des droits sociaux et de l'environnement. Les marchés publics doivent intégrer des critères sociaux vérifiables, limiter la sous-traitance et favoriser les circuits courts et la production locale.



5

Renforcer les transports collectifs :

La mobilité conditionne l'accès à l'emploi, aux services publics et à la vie sociale. Les politiques locales doivent développer des réseaux de transport accessibles, intégrant les modes de transports doux, fiables et financièrement abordables pour toute la population.



10

Défendre l'accès aux droits des salarié-es :

en maintenant, en rénovant et en développant les bourses du travail, notamment dans les communes de plus de 15 000 habitant-es.



Pour rejoindre la CGT et trouver l'Union locale la plus proche de chez moi rdv sur cgt.fr



Alliance avec l'extrême droite : danger pour les travailleur-ses

L'extrême droite remet en cause les principes démocratiques et les libertés fondamentales. Partout où elle accède au pouvoir, elle s'attaque aux droits sociaux, aux libertés publiques et aux organisations syndicales. La CGT appelle les candidat-es aux élections municipales à s'engager clairement à ne faire aucune alliance avec l'extrême droite, ni avant ni après les élections.

Les 15 et 22 mars 2026, ne laissons pas les autres décider à notre place.

Prenons l'avenir de nos territoires en main. VOTONS !